

des transferts des gouvernements aux particuliers cependant que les perceptions d'impôts directs personnels ont diminué; 45 p. 100 de l'augmentation (1,500 millions) du revenu personnel disponible tient à ces facteurs. Le revenu national, qui ne mesure pas les changements intervenant dans ces opérations de transfert, s'est ressenti d'une baisse importante des bénéfices des sociétés. Bien que l'amélioration constante de l'activité économique ait fait augmenter la plupart des éléments du revenu au cours de 1958, les bénéfices des sociétés, en baisse depuis le début de 1956, n'ont pas commencé à s'accroître avant la dernière partie de l'année.

Les paragraphes qui suivent décrivent plus au long l'évolution des éléments des principaux agrégats statistiques et étudient les mouvements connexes de la production de l'emploi et des prix.

#### LES ÉLÉMENTS DE LA DEMANDE

Ainsi qu'il est dit plus haut, le revenu que les consommateurs ont pu affecter à la dépense a fort augmenté en 1958. La dépense personnelle en biens et services a atteint un chiffre évalué à 21 milliards et en avance de 5 p. 100 sur 1957. Le pourcentage de l'augmentation a été, cependant, bien inférieur à la montée de 7 p. 100 du revenu; aussi, l'accélération de l'épargne personnelle a-t-elle constitué l'un des faits notables de l'année. Le rapport de l'épargne au revenu a même été l'un des plus élevés de l'après-guerre.

L'avance de la consommation s'est assez bien répartie entre les trois principales catégories: 5 p. 100 pour les non-durables; 3 p. 100 pour les durables et 7 p. 100 pour les services. Le renchérissement et l'augmentation de la consommation réelle ont compté à peu près autant dans la progression de la dépense. La poussée des prix a continué de s'exercer le plus sur les services tout en étant assez forte sur toutes les autres catégories principales. L'avance de 3 p. 100 des achats de durables a été modeste en comparaison des années 1955 et 1956, mais elle a nettement tranché sur 1957 alors que ces achats n'avaient pas changé. Toutes les catégories principales de durables ont marqué une augmentation en 1958, mais ce sont les automobiles qui ont dominé. La cadence des dépenses de consommation n'a certes pas été uniforme durant toute l'année. Le gros de l'augmentation (désaisonnalisée) de l'année a eu lieu durant les premier et dernier trimestres, surtout durant le dernier. Cette évolution des dépenses tient en grande partie à la baisse des achats de durables au cours des deux autres trimestres.

Les dépenses affectées à la construction domiciliaire ont atteint un nouveau sommet en 1958 et ont ainsi puissamment stimulé l'économie. Le total (1,800 millions) a dépassé de 25 p. 100 celui de 1957. Au cours de l'année, 164,632 nouveaux logements ont été mis en chantier contre 122,340 en 1957 et 138,276 (le sommet précédent) en 1955; à la fin de l'année, le nombre de logements en construction était plus élevé que jamais. Le facteur décisif qui a déterminé ce niveau extrêmement élevé de la construction domiciliaire a été la grande addition à l'offre de fonds hypothécaires; le gouvernement fédéral y a consacré par le canal de la Société centrale d'hypothèques et de logement la somme inouïe de 373 millions; les sources privées ont aussi mis des sommes supplémentaires en disponibilité. Les dépenses domiciliaires n'ont cessé d'augmenter durant toute l'année.

La régression s'est largement fait sentir en 1958 sur les dépenses des entreprises en construction et équipement. Les dépenses ont baissé de 13 p. 100 pour s'inscrire à 5,100 millions; il y a eu recul de 9 p. 100 pour les constructions et de 18 p. 100 pour les machines et l'équipement; les dépenses étaient encore en baisse à la fin de l'année. Le programme d'investissements s'est nettement détourné des industries extractives. Les services financiers et les institutions ont accru leurs investissements, mais tous les autres secteurs ont plus ou moins diminué les leurs, surtout l'extraction minière (recul de 40 p. 100). Les investissements de la fabrication ont diminué de 27 p. 100 à cause de la réduction de ceux de toutes les branches, sauf les aliments et boissons, les tabacs et les dérivés du pétrole et du charbon. Les investissements des services d'utilité publique sont demeurés considérables tout en s'inscrivant au-dessous du niveau de 1957. L'année 1958 a vu